

La médiation institutionnelle : l'institution judiciaire comme terrain d'étude

par LUCIEN Arnaud, « arnaud.lucien@univ-tln.fr »
I3M EA 3820 - Université du Sud Toulon Var

L'objet de cette étude est de considérer l'institution judiciaire comme objet dans le cadre théorique des approches, anthropologique et sémiotique au sein des sciences de l'information et de la communication. Il s'agit d'analyser la représentation et les conditions de formation du sens à travers un phénomène institutionnel, de comprendre la place d'une institution [son autorité] dans l'espace public. L'approche adoptée passe alors par l'étude des interactions, des rapports, des positions et des rôles des individus en dépassant la signification des énoncés pour découvrir la dimension pragmatique qui émane de l'énonciation. L'institution judiciaire est, entendue comme réseau de significations à l'origine de sa propre représentation dans le social [créant un espace aménagé, des significations cachées, des règles sociotechniques, des rituels, un appareil, une scansion du temps, un langage et utilisant des symboles]. Il s'agit donc d'appréhender l'ensemble des formes et des logiques par lesquelles la communication entre les hommes donne à la sociabilité la dimension effective d'une continuité d'échanges et de relations à travers « une mise en scène » institutionnelle. La littérature de plusieurs disciplines constitue le corpus de cette étude [anthropologie, sociologie, histoire, droit, science politique]. Nous utiliserons de même des documentaires afin de mettre en évidence la médiation organisée par le dispositif judiciaire.

Mots-clés : Institution judiciaire, mise en scène, dispositif, médiation, sémiotique, espace public

The aim of this article is to understand in the public sphere the role and position of the judicial. The "staging" accompanying the latter is considered to analyse the conditions of its representation and the roots of the signification in the sociality. The semiotic approach proposed there is founded on the study of a corpus composed both by the literature of different academic fields [anthropology, sociology, history, Law, politics] and the analysis of some documentaries to show out the difference

Keywords : Judicial Institution, staging, "dispositif", mediation, semiotics, public sphere

Alexandre Kojève dans son ouvrage « La notion de l'autorité » (1942), offre un éclairage phénoménologique à l'égard d'une problématique aujourd'hui renouvelée. L'auteur distingue ainsi quatre théories selon lesquelles l'autorité reposerait sur une légitimité fondée dans la croyance [théorie théologique], résidant dans la force [Platon], s'affirmant dans le savoir [Aristote] ou se réalisant dans la dialectique du maître et de l'esclave [Hegel]. À la lumière de cette analyse et en prenant pour objet d'étude l'institution judiciaire nous démontrerons, à quel point ce questionnement reste pertinent. La notion d'autorité semble ainsi devoir être interrogée à partir d'une réflexion tenant à la « mise en scène » entendue comme transmission de signifiés d'un espace premier dans un autre (Lyotard, 1977 : p. 87). L'originalité de notre approche réside dans l'angle adopté : celui des Sciences de l'Information et de la

Communication. Paradoxalement, la question de l'autorité et l'objet de recherche que constitue l'institution judiciaire, restent peu explorés par la discipline. La problématique ne manque pourtant pas d'intérêt, les affaires récentes et notamment celle dite d'Outreau soulignent l'actualité d'un questionnement, qui ne peut s'arrêter à l'étude d'une simple représentation médiatique. C'est la place de l'institution dans l'espace public qui doit être interrogée et d'une manière générale l'élaboration de son discours dans le social, à la fois individuel [adressé aux parties], et symbolique [dirigé vers la société]. En ce sens, l'institution judiciaire est ici considérée comme terrain d'étude, dans le cadre théorique des approches, anthropologique et sémiotique au sein des sciences de l'information et de la communication. Dès lors, il s'agit d'analyser la représentation et les conditions de formation du sens à travers un phénomène institutionnel, de comprendre la place d'une institution [son autorité] dans l'espace public. L'approche adoptée passe alors par l'étude des interactions, des rapports, des positions et des rôles des individus en dépassant la signification des énoncés pour découvrir la dimension pragmatique qui émane de l'énonciation. L'institution judiciaire est en ce sens, entendue comme réseau de significations à l'origine de sa propre représentation dans le social [créant un espace aménagé, des significations cachées, des règles sociotechniques, des rituels, un appareil, une scansion du temps, un langage et utilisant des symboles]. Il s'agit donc d'appréhender l'ensemble des formes et des logiques par lesquelles la communication entre les hommes donne à la sociabilité la dimension effective d'une continuité d'échanges et de relations à travers « une mise en scène » institutionnelle. La littérature de plusieurs disciplines constitue le corpus de cette étude [anthropologie, sociologie, histoire, droit, science politique]. Nous utiliserons de même des documentaires afin de mettre en évidence la médiation organisée par le dispositif judiciaire. Enfin, cette analyse communicationnelle a vocation à légitimer la pertinence des perspectives offertes par les sciences de l'information et de la communication dans sa conquête de nouveaux objets. En effet, de nombreuses institutions sont confrontées à la problématique de l'absence de projet et à un affaiblissement de leur autorité remettant en question certains aspects fondamentaux du lien social.

Ces différentes dimensions de l'institution seront donc appréhendées à travers le concept unificateur de « mise en scène ». Nous définirons en quoi il s'agit de l'un des aspects de l'autorité [L'autorité de l'institution judiciaire : une question de « mise en scène »], pour ensuite considérer le démantèlement de la scène et des rapports symboliques, propre à la postmodernité [une justice sans scène ?], enfin, nous appréhenderons les effets de la représentation médiatique de l'institution judiciaire sur la figure du juge [L'institution judiciaire sur d'autres scènes].

L'autorité de l'institution judiciaire : une question de mise en scène

L'institution judiciaire s'inscrit comme représentation, c'est-à-dire qu'elle rend « présent à » (Heidegger, 1934-1946 : p.99 et s.) et à la fois, qu'elle s'exprime « au nom de » (Lacan) : la société, Dieu.... Cette représentation évoque ainsi la présence d'un dire d'interposition entre des éléments qui ne pourraient se rencontrer sans sa médiation [la société, l'état, l'individu...].

En ce sens, elle opère une médiation symbolique et bénéficie d'une légitimité, elle-même, source d'autorité. Cette dernière est soutenue par une « mise en scène » esthétique qui dispose d'un caractère performatif.

L'institution judiciaire, une « mise en scène » symbolique

L'institution judiciaire trouve son origine, sa légitimité, dans les Textes entendus au sens le plus large c'est-à-dire une croyance, une promesse qui peut être religieuse ou laïque [le contrat social] et se réalise dans l'application des textes [le droit positif, la réglementation]. Le juge s'inscrit dans un rapport d'autorité toujours fondé dans une croyance, un projet, la Référence selon Pierre Legendre (1999) à partir duquel s'organise l'ordre symbolique. Ainsi, dans toute société organisée, des magistrats sont chargés de rendre des jugements et de faire respecter des règles de droit. L'existence de la fonction juridictionnelle est donc inhérente à toute organisation, si rudimentaire soit-elle. Le juge est celui qui dit le droit : *juris dictio* et s'exprime selon un dire d'interposition [inter-dit] entre son propre auteur et la société, il participe alors de l'expression du dogme « en tant que discours d'une vérité légale et honorée comme telle, discours de ce qui est dit parce que cela doit être dit » (Legendre, 1993, T.1 : p. 25). Il s'agit d'un modèle de communication dogmatique : le discours de l'institution dans le cadre d'une médiation entre le dogme [les Textes : auteur invisible] et la société. Médiateur entre l'individu et les hommes, l'institution rend alors saisissable l'insaisissable : c'est-à-dire la société. L'institution est donc une instance de médiation symbolique qui met en scène, à la fois, le pourquoi ? et la promesse fondatrice qui unit les hommes. Autre médiation, celle de l'interdit comme prescription. En effet, à travers chacune de ses décisions, l'institution judiciaire s'adresse aux parties prises individuellement et rappelle à la société le sens de la Référence. Il s'agit du précédent, de la jurisprudence et de son caractère normatif dans le social. Le discours judiciaire dispose ainsi d'une portée symbolique qui dépasse les relations entre les parties et concerne la société toute entière s'offrant parfois à la discussion de l'espace public. Cette médiation symbolique est alors soutenue par une « mise en scène esthétique ».

Le caractère performatif d'une « mise en scène » esthétique.

Apparat et décorum délimitent un espace esthétique et temporel dans lequel se réalise pleinement le discours judiciaire. Ici la « mise en scène » rejoint la notion de dispositif en tant qu'« [...] espace/temps qui met en présence un média et des utilisateurs [...] auxquels il faut ajouter toute l'épaisseur de la relation sémio- pragmatique qui les unit » (Thomas, 1999 :

p.219 et s.). Les éléments qui composent ce dernier s'organisent autour d'un rituel qui organise : un espace, matérialisé par le Palais de Justice [dont l'architecture n'est pas idoine] et la salle d'audience et, un temps, le temps judiciaire, qui dispose d'une scansion particulière. Le dispositif contient différents éléments déjà signifiants auxquels d'autres viennent s'ajouter, dans un agencement déterminé pour former un ensemble communicant, un espace spécifique auquel l'architecture, les rites et les acteurs participent. Entendus comme signes, ils communiquent et exercent un pouvoir. C'est la dimension symbolique des éléments du dispositif qui va être à l'origine de projections imaginaires et qui, en ce sens, vont exercer un pouvoir. La décision du juge doit être prise rationnellement, cependant pour disposer d'une véritable force performative, l'activité doit être accompagnée d'un cérémonial, de rituels, de rites entrepris dans le cadre d'une chaîne signifiante, permettant la constitution de représentations communes, de significations partagées, imaginaires et instituant... Le rituel et la mise en scène ne sont donc pas seulement des règles de procédure. La position des magistrats à l'audience est chargée d'une signification qui n'est jamais neutre et l'architecture des palais de Justice met en avant des valeurs... Ainsi, les signes propres à l'institution, « réseau symbolique, socialement sanctionné, où se combinent en proportions et relations variables une composante fonctionnelle et une composante imaginaire » (Castoriadis, 1975 : p.193), participent d'un langage, au regard de son rôle, de ses valeurs et de sa normativité. L'institution judiciaire n'est donc pas seulement l'un des éléments raisonnables d'un système politique, juridique et social, elle apparaît comme un élément enchanté d'un système imaginaire, psychosocial, symbolique, sémiotique et communicationnel.

En créant un espace sacré, elle engendre les conditions d'une communication dogmatique permettant l'exercice d'un pouvoir. En ce sens, l'aménagement propre au dispositif judiciaire n'est pas indifférent, il dépasse la seule énonciation du droit. L'étymologie du terme dispositif est pertinente dans le cadre de cette analyse. Apparue au XIV^e siècle et construite à partir des termes latins *situs* et *positus*, elle signifie à la fois situer et action de mettre en place. Selon Jean-Pierre Poitou (1999 : pp 49-55), « Toute pratique s'accomplit dans un dispositif qui comprend les objets matériels, tout spécialement pour les pratiques techniques, dans un espace organisé socialement et sous la régulation de discours [...] ». Le terme dispositif fait donc naturellement référence à la notion d'environnement aménagé, d'une part un arrangement spatial et un arrangement sémiotique, une combinaison de textes, d'images, de sons, concourant à une mise en place interindividuelle que l'on peut caractériser en première approche au moyen des notions de fusion et, d'autre part de différenciation, de centration et de décentration (Meunier, 1999). La dimension sémio-pragmatique ne peut dès lors être ignorée et doit s'analyser en termes de causalité et d'effets sur les acteurs de l'espace public ou sur les situations de communication. Cette approche du dispositif permet d'associer deux dimensions, en tant que « formation mixte composée de technique et de symbolique » (Peeters & Charlier, 1999 : p.15-23). À titre d'exemple, l'ensemble des règles et procédures [sociales, légales...] qui régit le fonctionnement du dispositif judiciaire, constitue un cadre technique qui trouve des conséquences sociales notamment dans la représentation collective. Ce dispositif est fondé sur une chaîne signifiante qui a la capacité de créer un espace, de produire du sens et une pragmatique. Les différents aspects de l'institution judiciaire exercent donc une influence sur ses acteurs. Règles de procédure, lieux... peuvent donc être envisagés comme les éléments d'un récit. L'agglomérat de ces valeurs signifiantes est à l'origine de la création d'un espace à la fois temporel et spatial, cohérent et autonome. Foucault (1975 : p. 299) dans son analyse du bio-pouvoir, définit le dispositif comme, « Un ensemble résolument

hétérogène, comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques, bref : du dit, aussi bien que du non-dit. Le dispositif lui-même, c'est le réseau qu'on peut établir entre ces éléments ». En ce sens, la « mise en scène » participe de l'exercice d'un pouvoir en organisant les interactions symboliques.

Une justice sans scène ?

A partir de la mise en scène d'un système symbolique et culturel organisant les interactions, l'acte juridictionnel est engagé dans une recherche de proximité et de transparence guidée par la promesse de l'im-médiat : un rapport non médiaté au réel. La relation pragmatique au juge est alors nécessairement bouleversée, les barrières symboliques s'effondrent. La position du juge s'en trouve affectée car sa position traditionnelle est ignorée. Le discours social n'est plus recherché. La figure du juge passe alors de Jupiter à Hermès - Jupiter incarnant la force, l'autorité - Hermès apparaît, quant à lui, comme le facilitateur, celui qui recherche la proximité, une communication dialogique : un médiateur dépouillé de sa fonction symbolique. Cette situation est symptomatique de la postmodernité, elle évoque un rapport différent entre l'individu et la collectivité, refusant toute hiérarchie et rejetant toute vérité fondée sur les croyances, au profit de la promesse de la saisie du réel.

Le juge : d'Hermès à Jupiter

Dans le cadre d'une relation individualisée au citoyen, l'état impose proximité et transparence à son administration. En tant que service public, la Justice se bureaucratise. Les audiences de cabinet se multiplient au bénéfice de la confidentialité du monde des affaires et des situations familiales. Le juge unique, dépouillé de sa robe et de l'apparat de la salle d'audience rend des décisions de plus en plus semblables à de simples actes administratifs. Le discours social de l'institution est de moins en moins présent. La dramatisation de la scène judiciaire, et les procédures jugées trop lourdes laissent ainsi place à une justice sans cérémonial dont les qualités de rapidité, de faible coût et de proximité sont mises en évidence. Le juge est devenu Hermès, il est communicant, médiateur entre les parties, sa mission est de concilier, de trouver des solutions qui conviennent aux justiciables. Cependant cette manière de résoudre les conflits ne dispose pas du caractère structurant qui réside dans la cérémonie judiciaire. L'absence de mise en scène, matérialisée par un costume ou par un décorum participe ainsi de l'abolition de la distance symbolique. Daniel Bougnoux (2006) appréhende ce phénomène à travers la notion de crise de la représentation : quand la chose revient à la place du signe, ce qui évoque un effondrement symbolique, le démantèlement de la scène, le moment où la coupure sémiotique s'efface. L'institution adopte alors une posture matriarcale. Elle ne doit plus imposer « crainte et respect » mais établir un environnement bienveillant (Winnicott, 1975). Dès lors, le rapport avec le justiciable change, ce dernier devient consommateur de justice, exigeant et revendique une qualité, en terme de service. Dès lors, la société est privée de l'inter-dit et de la présence médiatée de ce qui fonde le social. Le lieu de justice évolue, les nouveaux palais de justice s'installent dans des tours comme tout autre bâtiment administratif. C'est le fonctionnalisme qui est recherché et les valeurs transmises ne sont plus les mêmes. En ce sens, selon Henri Mendras (1996 : p.101), porter atteinte au rite, c'est porter atteinte au

social. « Refuser un rite, c'est rejeter la société dans ce qu'elle a de plus profond de plus évident : mettre en question ce qui va sans dire, aboutit à exprimer explicitement ce qui était tacite et à en montrer le côté conventionnel et donc discutable. Les normes et valeurs s'en trouvent ébranlées et par conséquent tout l'édifice social et son système de régulation ». Désormais, le conflit est envisagé comme un risque à gérer, le contentieux est ainsi aujourd'hui le nom d'un service que l'on trouve dans toute organisation marchande. C'est la solution intersubjective qui est recherchée avec des exigences de performance et de profit. Dorénavant, la justice est rendue en dehors de la dramatisation de la scène et de la médiation, entendue comme passage de l'individuel au collectif, en dehors de la construction d'un sens partagé et au profit de solutions intersubjectives sans réelle signification dans le social. L'institution perd ainsi sa légitimité en même temps que s'effondre sa figure totémique. L'intensité du discours est affaiblie. L'abandon du rituel judiciaire par le passage à une justice sans scène conduit au partage de l'espace judiciaire.

En effet, le justiciable n'est plus passif face au spectacle de la justice, il devient spect-acteur (Renucci, 2005 : p. 291 et s.), occupe l'espace judiciaire de la même manière que les protagonistes traditionnels dépourvus de la robe qui les distinguaient auparavant. Il n'y a plus de scène donc plus de spectateurs, il ne reste que des acteurs. Jean-Pierre Meunier et Daniel Péraya (2004 : p.428) contribuent à cette démonstration à travers leur explication fondée dans le passage d'une société unitaire nécessitant beaucoup d'emblèmes, d'images, de rituels,... à une société plus complexe et plus égalitaire fonctionnant plutôt sur la base de la co-énonciation. Le rôle du juge évolue ainsi vers une fonction bureaucratique. Le modèle du procès contradictoire ne tient plus la première place au profit de la communication intersubjective de l'audience de cabinet. La Justice ne doit plus trancher entre le bien et le mal, mais s'efforce de trouver des solutions, d'accompagner des individus dans une situation sociale conflictuelle telle une mère bienveillante. Le juge Hermès, omnipotent, peut parfois se saisir lui-même, il en est ainsi du juge pour enfant. En matière commerciale, l'audience de cabinet est la règle pour ce qui concerne les difficultés des entreprises. Il est alors demandé à la juridiction d'accompagner l'entreprise, dans le but de son rétablissement. Le juge semble prendre la position du médecin. Il reçoit, en quelque sorte, ses patients qui éprouvent des difficultés dans le cadre de la gestion de leur entreprise [Audiences commerciales en matière de difficultés des entreprises], de difficultés familiales [Juge des affaires familiales]... L'audience perd son apparence juridictionnelle : le magistrat est seul ou accompagné de son greffier. Il n'est plus en robe et reçoit dans un bureau. Aucun rituel particulier n'est respecté, le passage devant le juge est généralement précédé de quelques moments dans une salle d'attente qui remplace la très symbolique « salle des pas perdus ». Le ton du magistrat est paternaliste mais paradoxalement incarne une fonction maternelle : Il faut trouver une solution ensemble. Le dire d'interposition est moins intense.

Non lieu pour la Justice.

La déritualisation de l'institution judiciaire s'accompagne d'une architecture bureaucratisée, c'est-à-dire fonctionnaliste. Il faut des bureaux pour abriter : audiences de cabinet, activité des greffes et secrétariats, et des locaux destinés à recevoir les services civils, la reprographie et les « salles d'attente ». L'architecture postmoderne répond parfaitement à cette demande de

fonctionnalisme. Elle évoque une autre représentation de la Justice, désenchantée, une instance de proximité qui n'impressionne plus. Le Palais de Justice devient un non-lieu au sens de Marc Augé (1992). Que l'on se trouve dans la salle d'attente d'un aéroport, de celle des locaux de la sécurité sociale ou d'un cabinet de juge des affaires familiales, la symbolique est la même, les lieux perdent leur particularité et leur dimension communicationnelle en tant que chaîne signifiante. Ainsi, depuis les années 1960, l'institution judiciaire évolue certes vers plus de rationalité et de fonctionnalité mais au détriment des valeurs traditionnelles et culturelles, qui font primer majesté et sacralité du Temple judiciaire sur ses aspects fonctionnels. Le Palais de justice s'est progressivement orienté du paradigme du temple ou de la basilique romaine vers des bâtiments moins signifiants. Le langage architectural n'a plus le même sens. Le Citoyen, transi devant la loi, est envisagé comme un usager du service public. Dès 1974, des cités judiciaires voient ainsi le jour sur le modèle des cités administratives. Selon, Jocelyne Devedjian (1996 : p.57) : « L'image équilibrée d'une justice apparemment immuable, enracinée et forte comme ses colonnes puissantes se trouble jusqu'à se perdre définitivement dans les nouvelles utopies et idéologies ». La coupure sémiotique disparaît. Le changement architectural accompagne dès lors un changement d'état d'esprit. Le bâtiment se rapproche de son contexte, la Justice se découvre de nouvelles missions : assistance, éducation, accueil... et implique le développement de services, bureaucratisation. C'est maintenant la logique de performance du service public qui prime. Il n'est plus question d'ériger des Palais mais d'apporter des outils. Une nouvelle dialectique s'installe où les valeurs de rationalité et d'efficacité priment sur la majesté et la distance. Durant cette deuxième moitié du XX^e siècle, l'individu est valorisé alors que sa position symbolique en tant que partie de la communauté, est amoindrie. évènement particulièrement signifiant, l'année 1963, est celle de la démolition du Palais de Justice de Lille, édifié en 1835, pour être remplacé par la construction de Jean Willerval et Marcel Spender qui traduit dans sa conception même l'importance du travail « bureaucratique ». Dans certains cas, des essais de symbolisation, notamment pour les entrées des Palais de Justice, sont tentés. Pour autant, en toute hypothèse, il n'existe plus de ligne architecturale propre au bâtiment judiciaire. Certains expriment leurs regrets (Leniaud, 1996 : p.21) : « [...] l'architecture judiciaire doit conserver une unité dans ses aspects extérieurs – intérieurs aussi [...] Elle doit se doter d'un style, pour signifier que la loi reste la même partout ». De fait, le modèle du nouveau Palais de justice n'existe pas, l'espace juridictionnel devient ainsi un non-lieu. Il s'oppose à la conception du lieu selon Mauss (1950), c'est-à-dire celle d'une culture localisée dans le temps et dans l'espace. Le Palais de justice est, en quelque sorte, coupé de son passé et du mythe cosmogonique fondateur. Atteinte est portée au sens et à la signification du Palais traditionnel qui participait de l'autorité de l'institution par sa communication en tant que système symbolique.

La représentation de la justice sur d'autres scènes.

La représentation médiatique du juge est généralement celle d'un magistrat d'instruction, parfois celle d'un Procureur de la République. Ces derniers sont personnifiés, nommés par leur nom. Le regard inquisiteur des médias tente alors d'en faire apparaître les traits de caractère : la détermination, la compétence.... la faiblesse. Dépouillé de sa fonction symbolique, c'est l'individu, homme ou femme, qui retient l'attention. En ce sens, il y a là aussi crise de la représentation : le juge réincarné, personnifié et starifié, joue un autre rôle que celui exigé de sa fonction. La médiatisation du juge a ainsi un effet sur l'imaginaire du

contexte de réception et une influence sur la position de l'institution judiciaire dans l'espace public. La figure institutionnelle cède la place à une personnification qui peut prendre deux aspects : elle engendre un « effet star », et manifeste toujours l'affaiblissement de la fonction liée à la réincarnation.

Le juge réincarné

Dans le cadre du documentaire, l'œil de la caméra met en avant la dimension humaine du magistrat. L'objet est de présenter les affleurements du réel, c'est-à-dire de voir et de montrer qui se trouve sous la robe, quelles sont ses craintes, ses doutes, ses faiblesses. Ainsi, dans les documentaires de la trilogie *Nos juges*, la problématique est posée dès le commencement par la voie du réalisateur : « qui sont-ils ? » Le premier épisode, *Tribunal du désamour* (Lebas, Puech, 2007) a pour sujet le quotidien d'un Juge des affaires familiales du Tribunal de Nanterre. Les premiers plans présentent une femme dans sa voiture, à travers le reflet du rétroviseur, en dehors de toute fonction symbolique : il s'agit d'une personne se rendant sur son lieu de travail, incarnant une « mère de famille » qui vient de déposer ses enfants à l'école ..., comme les autres. Dans le documentaire *La liberté sous conditions* (Lebas, Puech, 2007), c'est un juge d'application des peines qui fait part de ses doutes et de ses craintes. Elle expose ses faiblesses, laissant tomber les barrières symboliques pour faire apparaître la femme qui doute : « Quand on sort de l'école on attend tous la première bourde, on sait qu'on va la faire [...] Lorsque la décision ne s'impose pas d'elle-même, on se sent seul [...] j'ai toujours peur de me tromper [...] sinon cela se ferait de manière systématique et ça n'aurait plus de sens ». Et pourtant, dès les premières secondes du documentaire, une voix off intervient : « [...] Les juges sont considérés comme les plus puissants de France ». L'objet du documentaire est entendu : souligner le paradoxe qui existe entre la puissance supposée du juge et la mise en représentation de la faiblesse relative de l'homme, ou de la femme, qui exerce la fonction. Cette notion de pouvoir du juge est une référence à l'imaginaire. La voix off évoque ainsi la puissance du juge sans jamais vraiment la montrer et en faisant référence à des mythes tels que celui du gouvernement des juges. Le juge est manifestement sorti de sa fonction symbolique. C'est la « vérité sociale » des protagonistes qui est recherchée. L'intérêt des médias est de percer la frontière, le carcan de protection du juge pour comprendre, dévoiler, exhiber ce qui se cache derrière la fonction symbolique. à travers la médiatisation et la personnification du juge l'objectif de la caméra du metteur en scène semble être de provoquer une empathie, peut-être d'entraîner une identification. La frontière symbolique s'effondre. Le juge devient un homme ou une femme comme d'autres et, finalement, c'est la fonction qui est affaiblie alors que le projet est probablement de comprendre le magistrat afin qu'il soit mieux respecté. De nouvelles problématiques se posent alors : le respect passe-t-il par l'empathie ? La distance doit-elle être entretenue ? Cette dernière question est récurrente dans le cadre des difficultés subies par les professions en uniformes qui subissent régulièrement des agressions au moins verbales.

Obscénité médiatique et position symbolique du juge.

Dans la représentation médiatique, l'institution judiciaire est ainsi poussée hors de sa scène, provoquant ce que Bougnoux (2006 : p.8) appelle crise de la représentation. Les acteurs ne jouent plus un rôle, dès lors que le juge, privé de sa robe, n'est plus considéré dans sa fonction symbolique, qu'il est mis à égalité [symboliquement] avec les parties. Là où la scène judiciaire organise une mise à distance, une coupure sémiotique, entretient une différ(a)nce (Derrida, 1979) par un langage, par un dispositif, par le symbole, les médias cassent cette

frontière confortable et agissent sur l'affect, sur l'émotion et sur l'adhésion du public. Le pilier symbolique s'affaisse pour satisfaire des communautés réduites aux affects. Antoine Garapon (2005 : p.5) souligne le lien qui existe entre représentation et autorité pour poser une problématique essentielle de nos démocraties : « [...] la télévision ne risque t'elle pas de ruiner l'autorité des institutions démocratiques ? L'image télévisuelle est elle, [...] l'ennemi du symbole ? ». Les effets de la représentation de l'institution judiciaire sur d'autres scènes doivent donc impérativement être mesurés. Ce sont les médias eux-mêmes qui apparaissent ici comme dispositif et qui proposent une autre médiation à travers la médiatisation. Dans la société de l'image et de l'im-médiat, le réel n'est plus médiaté. Il apparaît en dehors de la médiation des institutions par la médiatisation, avec les risques que cela comporte, « [...] une réalité trop sensible s'imprime directement sur les écrans, les téléx et les téléscribes, l'effet de réel culmine en écrasant les précautions du montage, en humiliant une parole et un jugement subjugués par la tyrannie de l'image » (Bougnoux, 2006 : p.155). Il en est issu un désenchantement supplémentaire de la figure du Tiers [contre l'imaginaire d'une institution] et une institutionnalisation de la position de Tiers dans la personne du spectateur, qui s'émancipe de la barrière symbolique de l'institution et de sa mise en scène [une atteinte à la dimension symbolique].

Conclusion

L'étude communicationnelle du terrain que constitue l'institution judiciaire souligne l'aspect pragmatique de l'autorité. La « mise en scène » en matérialisant une distance symbolique, une relation médiatée, organise des interactions symboliques qui seules peuvent assurer l'autorité d'une institution. Ainsi, l'effondrement de la distance et de la fonction symbolique par le démantèlement de la scène [fonctionnel ou médiatique] explique pour partie la crise de nos institutions [corps constitués, fonctions politiques les plus éminentes...]. Dès lors, la proximité recherchée évolue progressivement vers une forme de familiarité obscène. Pour l'institution judiciaire, c'est la figure du juge qui change, il n'est plus protégé par la robe qu'il revêt, il est réincarné. Ce qui renvoie à une problématique postmoderne, plus générale, liée à ce que Slavoj Žižek considère comme la mort du grand Autre. Le grand Autre étant considéré comme instance fictionnelle à laquelle nous acceptons tous de souscrire et qui fonde l'ordre symbolique. Désormais selon le commentaire de Tony Myers (2003, p.50) sur la pensée de Žižek, "We believe the testimony of our eyes rather than the words of the big Other" [Nous accordons plus de crédit au témoignage de nos yeux, qu'aux mots du grand Autre]. C'est le rapport de l'individu à l'ordre symbolique qui est ainsi en question et qui laisse augurer une nouvelle économie de la subjectivité ressentie jusque dans les salles d'audience. En effet, les comportements déplacés sont fréquents et les incivilités se multiplient, manifestant une réincarnation du juge, en tant qu'homme et en dehors de la scène. Le rapport est personnalisé. Le désir du « justiciable-consommateur » insatisfait, c'est l'institution qui est remise en cause, atteinte dans son autorité.

Nous supprimons la scène et la salle qui sont remplacées par une sorte de lieu unique, sans cloisonnement, ni barrière d'aucune sorte, et qui deviendra le théâtre même de l'action [...] et le caractère d'illusion vraie du spectacle, pas plus que l'emprise directe et immédiate de l'action sur le spectateur, ne seront un vain mot [...]

Antonin Artaud, « Le théâtre de la cruauté »,
Le théâtre et son double (1932)

Bibliographie

Agamben G., 2007, *Qu'est ce qu'un dispositif ?*, Paris, Payot, 50 p. ;

Artaud A. 1932, *Le théâtre et son double*, Paris, Gallimard, 251 p. 1964 ; Augé M., 1992, *Non lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*. Paris, Ed. du Seuil 149 p. ;

Austin J.L., 1962, *Quand dire c'est faire*, Paris, Ed. du Seuil, Ed.1970, 202 p. ;

Baudry J-L., 1975, « Le dispositif : approches métapsychologiques de l'impression de réalité », in *Communications*, n° 23, pp.56-72, Paris, Ed. du Seuil. ;

Bougnoux D., 2006, *La crise de la représentation*, Paris, La découverte, 184 p. ;

Boutaud J-J., 1997, *Sémiotique et communication, du signe au sens*, Paris, L'Harmattan, 318 p. ;

Castoriadis C. 1975, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Ed du Seuil, 538 p. ;

Deleuze G., 1989, « Qu'est ce qu'un dispositif ? », in : *Michel Foucault philosophe, Actes de la rencontre internationale 9, 10, 11 janvier 1988*, pp.185-195, Paris, Ed. Le Seuil. 405 p. ;

Devedjian J., 1996, « Le palais des trente glorieuses », in : *Monuments historiques, Les palais de Justice. N°200 Janvier - Février 1996*, p.57 et s. ;

Derrida J., 1979, *L'écriture et la différence*, Paris, Ed du Seuil, 436 p.

Eco U., 1988, *Sémiotique et philosophie du langage*, Paris, Presses universitaires de France, 288 p. ;

Foucault M., 1975, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 360 p.

Garapon A., 1997, *Bien juger*, Paris, O. Jacob, 355 p. ;

Goffman E., 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne, la présentation de soi*, Paris, Ed de Minuit, 256 p. ;

Habermas J., 1968, *L'espace public*, Paris, Payot, 324 p.

Heidegger M., (1934-1946), « L'époque des conceptions du Monde » in : *Chemins qui ne mènent nulle part*, pp.99-146. Trad.

Brokmeier (W.) Ed. 2004, Paris, Gallimard. 461p. ;

Kojève A., 1942, *La notion de l'autorité*, Paris, Gallimard, 204 p. éd. 2004. ;

Lamizet B., 1997, *La médiation politique*, Paris, L'Harmattan, 416 p. ;

- Lamizet B., 2006, *Sémiotique de l'évènement*, Paris, Hermès Lavoisier 314 p. ;
- Legendre P., 1993, « Communication dogmatique (Hermès et la structure) » in : Sfez L., Dir., *Dictionnaire critique de la communication, T1*, pp.25-43, Paris, Presses universitaires de France, 1808 p. ;
- Legendre P., 1999, *Sur la question dogmatique en occident*, Paris, Fayard. 368 p. ;
- Liotard J-F.,1977, « The unconscious as Mise en scène » *Performance in postmodern culture*, p. 86-98, Winsconsin, coda press, 234 p. ;
- Liotard J-F., 1979, *La condition postmoderne*, Paris, Ed. Minit, 109 p. ;
- Mauss M., 1950, *Sociologie et anthropologie*, Paris, Presses universitaires de France, 2007,
- Mendras H., 1996, *Eléments de sociologie*, Paris, Armand Colin, 4^{ed.}, 268 p. ;
- Meunier J-P., Péraya D., 2004, *Introductions aux théories de la communication*, Bruxelles, Ed. de Boeck. , 459 p. ;
- Myers T., 2003, *Slavoj Žižek*, London, Routledge, 139 p. ; Poitou J-P., 1999, « Ce que savoir s'y prendre veut dire : ou du dialogue homme machine » in : *Le dispositif entre usage et concept*, Hermès n°25, pp. 49-55, Paris, CNRS Editions ;
- Thomas F., 1999, « Dispositifs narratif et argumentatif : quel intérêt pour la médiation des savoirs ? » in : *Le dispositif entre usage et concept*, Hermès n°25, pp. 219-232, Paris, CNRS Editions
- Winkin Y., 1981, *La nouvelle communication*, Paris, Ed. du Seuil, 390 p. ;
- Winnicott D. W., 1975, *Jeu et réalité*, Paris, Gallimard, 212 p.

Documentaires

- Teianu I., Lebas S., Puech R., 2007, *Juge aux Affaires Familiales : le Tribunal du désamour*, Capa, 53 min. ;
- Puech R., 2007, *Juge d'Application des Peines : La liberté sous conditions*, Capa 53 min. ;
- Marant A., 2007, *Juge d'Instance : Le Tribunal de la vie ordinaire*, Capa, 53 min. ;
- Depardon, R., 1994, *Délits flagrants* ; Arte vidéo ; Durée 1h 49. ;
- Depardon, R., 2005, *10^e chambre, instants d'audiences*. Arte vidéo, Durée 1h 45